



Cogestion publique-privée des ressources intellectuelles : L'analyse de la gouvernance du label biologique Est-Africain par le « politicized IAD framework »



Philippe Ninnin

Institut Agro, UMR MOISA, F-34398 Montpellier



Plan

1 - Introduction

L'analyse des régimes de cogestion peut répondre à certains enjeux des labels biologiques et de la certification participative.

2 – Cadre théorique

Le cadre IAD politisé peut faciliter l'analyse de la cogestion d'une ressource intellectuelle.

3 – Méthodologie

Comment les données ont été collectées et analysées pour mener à bien l'étude.

4 – Résultats

De quelle manière la cogestion du label *Kilimo Hai* et son système participatif de garantie a été influencée par son environnement institutionnel.

5 - Discussion et conclusion

Comment l'analyse du label *Kilimo Hai* est représentative de l'influence de facteurs qui peuvent menacer les régimes de cogestion.

1 - Introduction

1.a – Enjeux des labels biologiques

- ❑ Agriculture biologique :
 - ❑ **Pratiques agroécologiques** (Wezel et al., 2020).
 - ❑ **Quatre principes** : santé, écologie, équité et soin (IFOAM, 2017).

- ❑ Elle repose sur des **labels biologiques** et des **mécanismes de garantie**.

- ❑ Ces labels sont soumis à des risques (Simcoe, 2014) :
 - ❑ **Inadaptation** (i.e. inadéquation entre le standard et les conditions de production)
 - ❑ **Sous-exploitation** (i.e. services de certifications trop chers)

1.b – Les Systèmes Participatifs de Garantie

- ❑ Les **Systèmes Participatifs de Garantie** (SPG) impliquent une **diversité d'acteurs des systèmes alimentaires** (producteurs, consommateurs, pouvoirs publics...) dans le processus d'inspection et de décision pour la labellisation d'un producteur (Home et al., 2017; Nelson et al., 2016) :
 - ❑ Partage de connaissances
 - ❑ Horizontalité et autogestion des groupes
 - ❑ Certification à faible coût financier
 - ❑ **Participation active de l'ensemble des membres**

- ❑ Cependant, les membres n'ont **pas toujours la capacité ou la motivation de s'impliquer**. La gouvernance d'un SPG doit donc être **adaptée aux besoins de sa communauté** (Home et al., 2017).

1.c – La cogestion des labels

- ❑ **Articulation entre les besoins de la communauté et le cadre politico-économique** : les modèles de **cogestion** (pouvoirs publics + communauté d'utilisateurs) s'appliquent de plus en plus aux labels (Berkes, 2009; Lemeilleur et al., 2022).
 - ❑ Peut renforcer la légitimité du label, ou le soutien des autorités publiques.
 - ❑ Question de la **répartition des pouvoirs** dans l'appareil de gouvernance (Cuéllar-Padilla and Ganuza-Fernandez, 2018).

- ❑ Comment l'environnement institutionnel influence-t-il la cogestion d'une ressource intellectuelle, et quels impacts cela peut-il avoir sur l'usage de cette ressource ?

1.d – Les limites d'un label co-géré

- ❑ *Kilimo Hai* est le premier exemple de **label biologique cogéré (et co-possédé)** par des représentants des secteurs privés et publics de plusieurs pays (UNEP, 2010).
- ❑ Cependant, aujourd'hui, le label *Kilimo Hai* est **très peu reconnu malgré 15 ans d'existence**.

Pays	Producteurs certifiés par tierce partie (2021)	Producteurs certifiés SPG <i>Kilimo Hai</i> (2022)
Kenya	44'565	1'000
Tanzanie	148'607	2'000
Ouganda	404'246	0

Tableau 1 : Nombre de producteurs certifiés biologique en 2021 et 2022. Source des données : (FiBL Statistics, 2023) pour la CTP et NOAM pour les SPG.

2- Cadre théorique

2.a – Le cadre *Institutional Analysis Development*

- Initialement créé par Ostrom et al. (1994) : négociation et de création d'arrangements institutionnels pour la gestion d'une ressource commune.

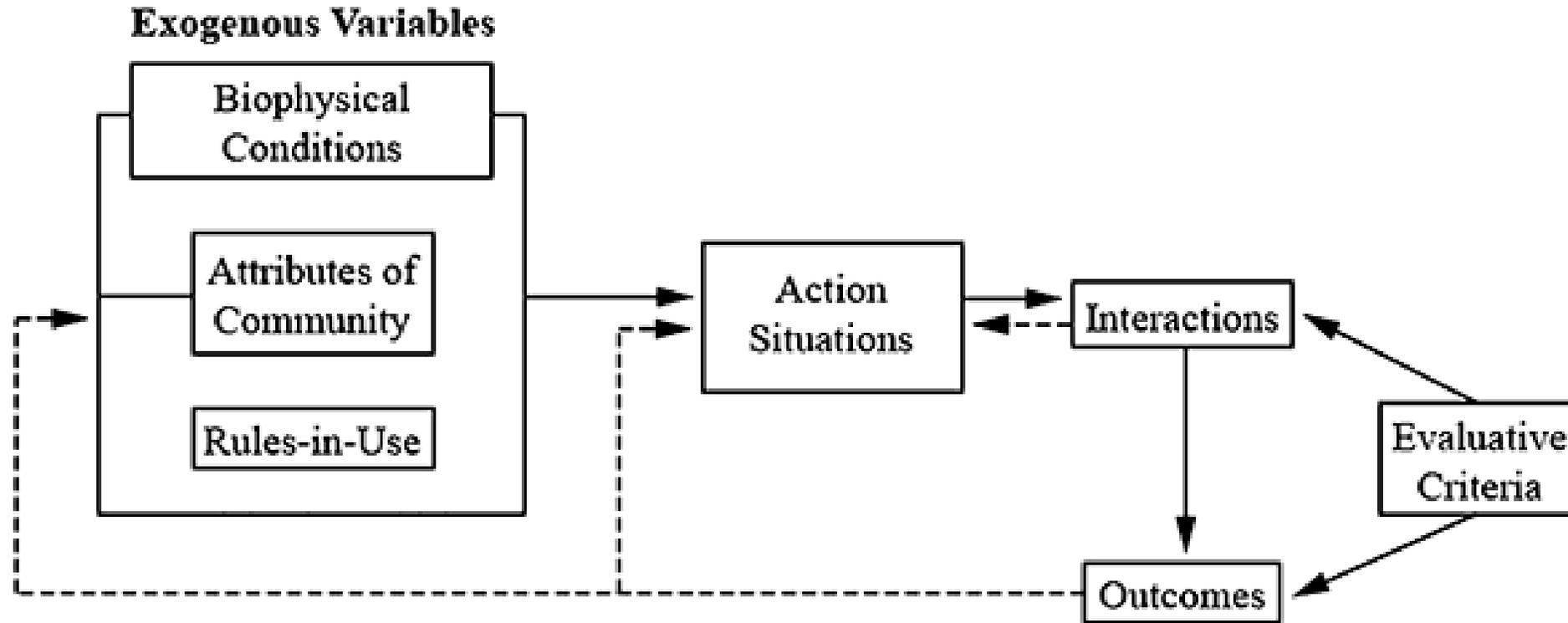


Figure – Cadre IAD. Source : (Ostrom et al., 1994)

2.b – Le cadre IAD « politisé »

- Clement (2010) intègre les **discours** et le **contexte politico-économique** à l'analyse : effets des situations socio-économiques, des dynamiques de pouvoir, et des discours publics sur la création d'arrangements institutionnels.

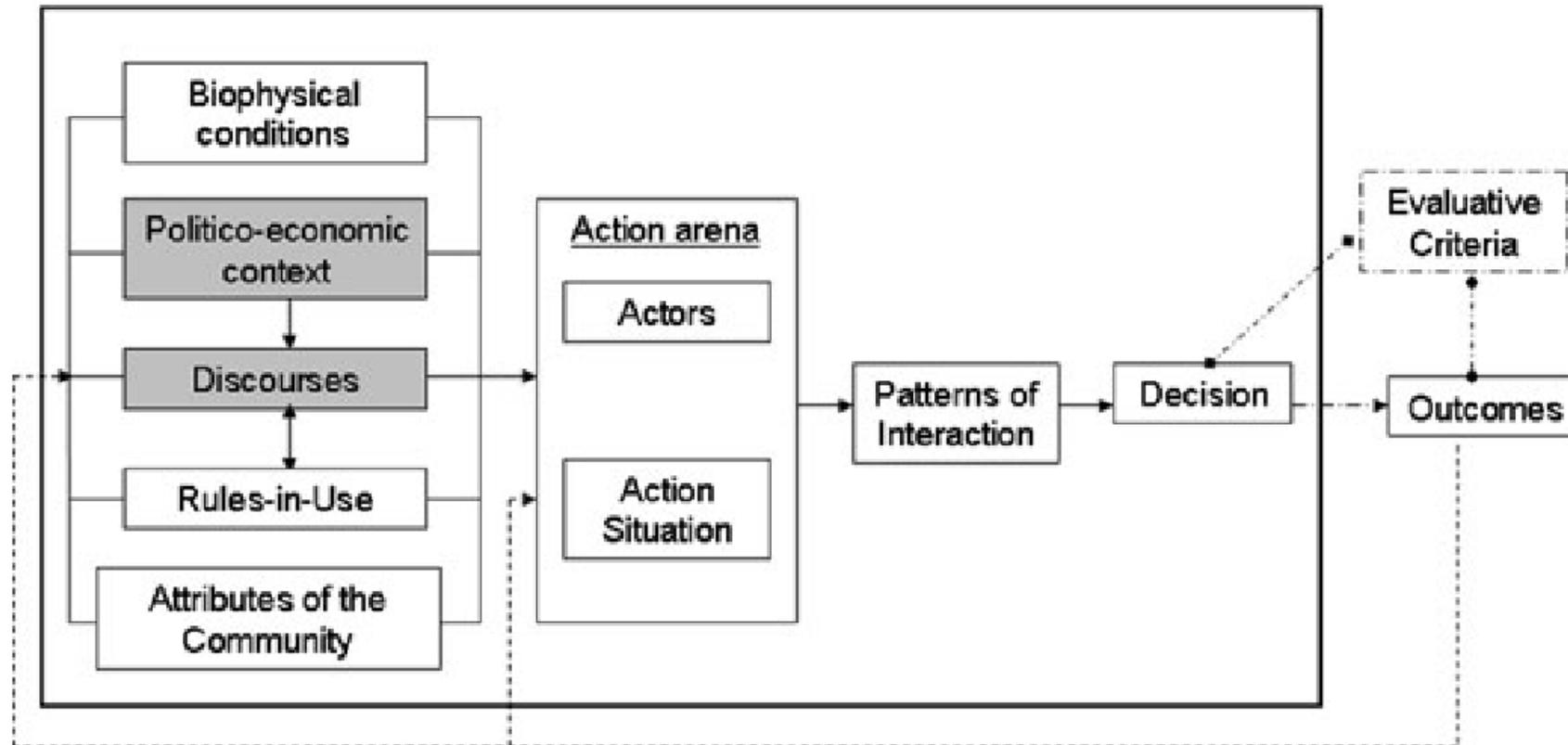


Figure - Politicized Institutional Analysis and Development (IAD) framework. Source : (Clement, 2010)

3 - Méthode

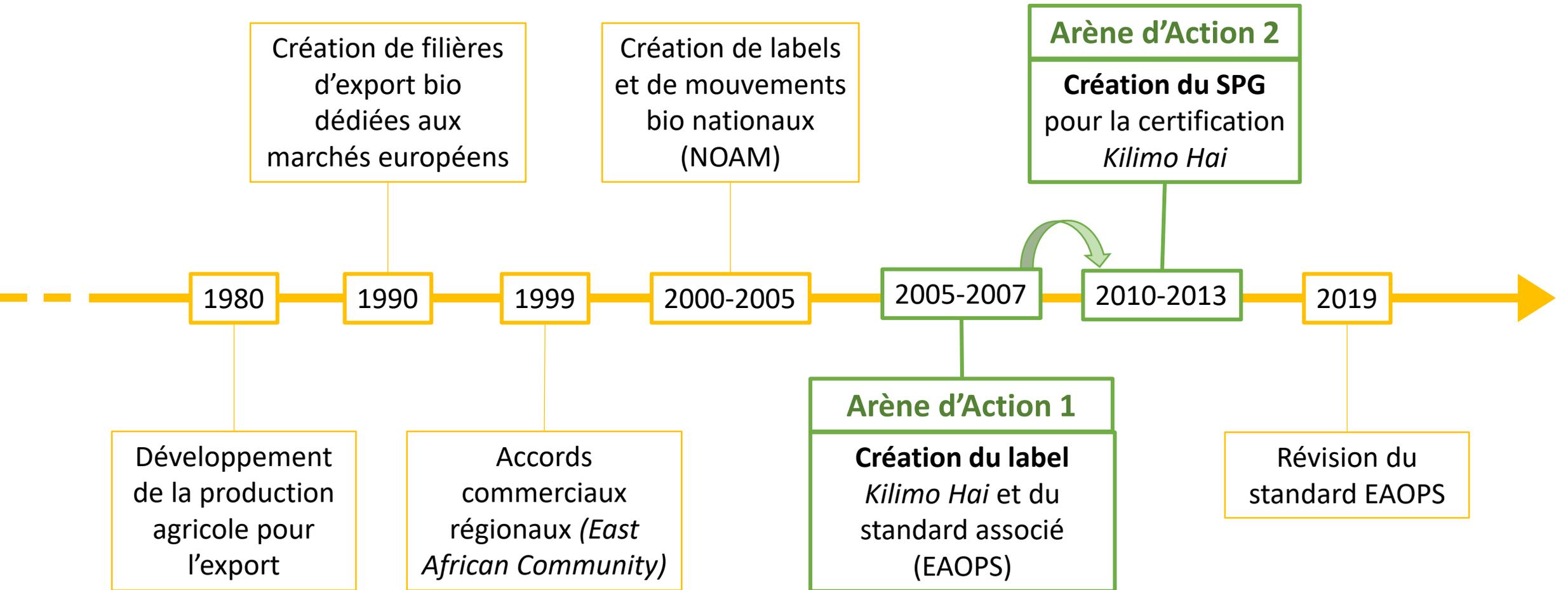
3 – Méthode

- ❑ Collecte des données :
 - ❑ **Revue de littérature** : 75 rapports et études.
 - ❑ **Entretiens semi directifs** : 57 entretiens (organisations internationales, pouvoirs publics, ONG, représentants de producteurs...) en Tanzanie, Ouganda et Kenya.
 - ❑ Évènements institutionnels (réunions, expositions, campagnes de certification...).

- ❑ Analyse des données (Clement and Amezaga, 2009; Whaley and Weatherhead, 2014) :
 - ❑ Identification des **arènes d'action (AA)**.
 - ❑ Recensement des **variables d'intérêt** (éléments contextuels, acteurs, outcomes...).
 - ❑ **Mise en relation** des variables externes et des outcomes.

4 - Résultats

4 – Identification des arènes d'action



Arène d'Action 1

Création du label *Kilimo Hai* (2005-2007)

4 – AA1: Variables d'intérêt

Contexte politico-économique

- a. Agroécologie *de facto*.
- b. Focalisation sur les marchés biologiques internationaux et les premiums.
- c. Asymétrie de pouvoirs entre les acteurs locaux et internationaux.

Discours

- a. Discours industriel dominant, réticence des pouvoirs publics à un label régional.
- b. Amélioration des chances d'être reconnu équivalent en UE.
- c. Aucun coût de conversion pour les producteurs bio *de facto*.
- d. Réduction de la confusion et définition commune.
- e. Augmentation de la taille du marché domestique

Attributs de la communauté

- a. Mésusage d'intrants de synthèse.
- b. Connaissances limitées et absence de référentiel commun.
- c. Début de coordination du secteur biologique par les NOAM, qui doivent encore consolider leur autorité.
- d. Fonctionnement hiérarchique, faible implication des producteurs.

AA1. Création du label *Kilimo Hai* (2005-2007)

Acteurs: UNEP-UNCTAD, IFOAM, Grolink, Pouvoirs publics, NOAM, Certificateurs, Société civile (>1000 individus)

Outcomes (2007-2010)

- a. Propriété partagée du label entre les autorités publiques et les NOAM.
- b. Standard peu restrictif, facilite son adaptabilité au détriment de sa crédibilité.
- c. Meilleures cohésion et coordination du secteur.
- d. Abandon du projet d'équivalence, le label est limité au marché régional.
- e. Faible demande de certification, oubli progressif du label.

4 – AA1: Outcomes principaux

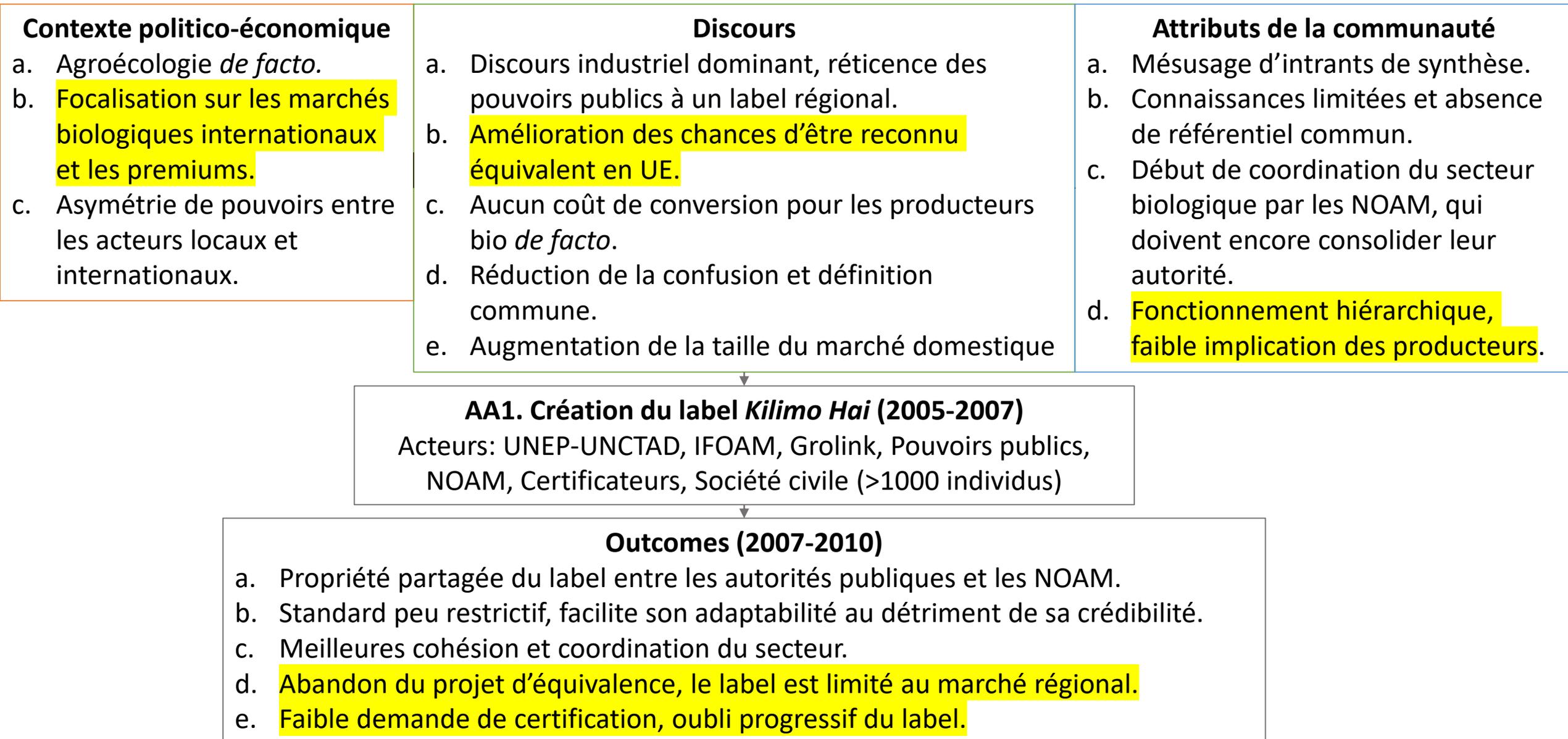
« Avant, nous avons beaucoup d'activités décousues concernant le secteur biologique. Mais [*la création du label*] a créé ce **pont de communication** entre les différents acteurs. »

(Employé.e de NOAM, 2022)

« C'est comme si le standard avait été **posé sur une étagère, puis oublié** par presque tout le monde. »

(Représentant.e d'ONG, 2022)

4 – AA1: Mise en relation des variables



Arène d'Action 2

Création du SPG *Kilimo Hai* (2010-2013)

4 – AA2: Mise en relation des variables

Contexte politico-économique	Discours	Attributs de la communauté
<ul style="list-style-type: none"> a. Pas d'environnement pour un marché bio local. b. Abandon progressif du label. c. SPG introduit de manière descendante. d. Posture centralisatrice des NOAM. e. NOAM ne sont pas autosuffisantes. 	<ul style="list-style-type: none"> a. Considération croissante des marchés locaux. b. Le SPG peut servir d'outil de promotion peu coûteux pour le label <i>Kilimo Hai</i>. c. Les communautés rurales ne sont pas capables d'autogestion. d. Le seul système de garantie valable est la CTP. Confusion entre les SPG et la CTP de groupe. 	<ul style="list-style-type: none"> a. Insécurité alimentaire croissante. b. Faible sensibilisation des consommateurs. c. Peu de producteurs perçoivent l'intérêt du label <i>Kilimo Hai</i> et du SPG.

AA1. Création du SPG *Kilimo Hai* (2010-2013)

Acteurs: IFOAM, Grolink, NOAM, Certificateurs, ONG, groupes de producteurs

Outcomes (2013-2022)

- a. 5086 producteurs certifiés en 2013. Aujourd'hui, le label *Kilimo Hai* est encore peu populaire et l'information est difficilement accessible.
- b. Chaque NOAM gère ses procédures indépendamment.
- c. Le modèle choisi concentre les pouvoirs dans une autorité supérieure, comme en tierce partie, ce qui diminue sa résilience.
- d. Amélioration de l'entraide et des partages de connaissances dans les groupes SPG.
- e. Nouveaux circuits de distribution domestiques, tremplin pour la mise en place de SCI.

5 – Discussion et conclusion

5 – Discussion

- ❑ **Rapports de pouvoirs** (Knight, 1992 ; Ribot et al., 2006) : Les organismes internationaux ont utilisé leurs ressources et leur autorité pour influencer les arènes d'action, parfois en présentant leur solution comme une panacée ou en sous-estimant les obstacles.
- ❑ **Approche universelle (blueprint)** (Ostrom, 2007) : La gouvernance du SPG s'est largement inspirée du fonctionnement des systèmes de contrôle interne (SCI).
- ❑ **Effet sentier** (North, 1990) : La création du label en 2007 a conditionné l'organisation du SPG en 2010-2013.

5 – Conclusion

- ❑ Les labels biologiques sont sensibles aux aléas politico-économiques. Leur mauvaise gestion peut mener à une **tragédie des anticommons** (Heller and Eisenberg, 1998) : Sous-exploitation et inadaptation.

- ❑ Malgré ses limitations, le label Kilimo Hai est devenu un support de la **souveraineté alimentaire** en Afrique de l'Est :
 - ❑ Marchés agroécologiques locaux (Desmarais, 2007) ;
 - ❑ Début de redistribution des pouvoirs en faveur des communautés rurales (Patel, 2009).
→ *Nouveau Conseil SPG en Ouganda : inclusion des producteurs.*

Merci de votre attention

philippe.ninnin@supagro.fr

Références

Berkes, Fikret. « Evolution of co-management: Role of knowledge generation, bridging organizations and social learning ». *Journal of Environmental Management* 90, n° 5 (1 avril 2009): 1692-1702. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2008.12.001>.

Clement, Floriane. « Analysing Decentralised Natural Resource Governance: Proposition for a “Politicised” Institutional Analysis and Development Framework ». *Policy Sciences* 43, n° 2 (juin 2010): 129-56. <https://doi.org/10.1007/s11077-009-9100-8>.

Clement, Floriane, et Jaime M. Amezaga. « Afforestation and Forestry Land Allocation in Northern Vietnam: Analysing the Gap between Policy Intentions and Outcomes ». *Land Use Policy* 26, n° 2 (avril 2009): 458-70. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2008.06.003>.

Cuéllar-Padilla, Mamen, et Ernesto Ganuza-Fernandez. « We don't want to be officially certified! reasons and implications of the participatory Guarantee systems ». *Sustainability (Switzerland)* 10, n° 4 (avril 2018): 1142. <https://doi.org/10.3390/su10041142>.

Desmarais, Annette. *La Vía Campesina: Globalization and the Power of Peasants*, 2007.

FiBL Statistics. « Key Indicators », 2023. https://statistics.fibl.org/world/key-indicators.html?tx_statisticdata_pi1%5Bcontroller%5D=Element2Item&cHash=ba0aa70d46b2bb18dca4638c75aa654e.

Heller, Michael A., et Rebecca S. Eisenberg. « Can patents deter innovation? The anticommons in biomedical research ». *Science* 280, n° 5364 (mai 1998): 698-701.

<https://doi.org/10.1126/science.280.5364.698>.

Home, Robert, Hervé Bouagnimbeck, Roberto Ugas, Markus Arbenz, et Matthias Stolze. « Participatory guarantee systems: organic certification to empower farmers and strengthen communities ». *Agroecology and Sustainable Food Systems* 41, n° 5 (2017): 526-45. <https://doi.org/10.1080/21683565.2017.1279702>.

IFOAM. « The Full Diversity of Organic Agriculture: What We Call Organic », 2017.

Knight, Jack. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge University Press, 1992.

Lemeilleur, Sylvaine, Claire Dorville, Paulo Niederle, et Hélène Ilbert. « Analyzing Institutional Changes in Community-Based Management: A Case Study of a Participatory Guarantee System for Organic Labeling in Brazil ». *Journal of Institutional Economics* 18, n° 6 (décembre 2022): 919-35. <https://doi.org/10.1017/S174413742200008X>.

Nelson, Erin, Laura Gómez Tovar, Elodie Gueguen, Sally Humphries, Karen Landman, et Rita Schwentesius Rindermann. « Participatory Guarantee Systems and the Re-Imagining of Mexico's Organic Sector ». *Agriculture and Human Values* 33, n° 2 (juin 2016): 373-88. <https://doi.org/10.1007/s10460-015-9615-x>.

Références

North, Douglass C. *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge university press, 1990.

Ostrom, Elinor. « A diagnostic approach for going beyond panaceas ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 104, n° 39 (septembre 2007): 15181-87.
<https://doi.org/10.1073/pnas.0702288104>.

Ostrom, E., Roy Gardner, James Walker, James M Walker, et Jimmy Walker. *Rules, games, and common-pool resources*. University of Michigan Press, 1994.

Patel, Raj. « Food sovereignty ». *The Journal of Peasant Studies* 36, n° 3 (1 juillet 2009): 663-706. <https://doi.org/10.1080/03066150903143079>.

Ribot, Jesse C., Arun Agrawal, et Anne M. Larson. « Recentralizing While Decentralizing: How National Governments Reappropriate Forest Resources ». *World Development*, Rescaling Governance and the Impacts of Political and Environmental Decentralization, 34, n° 11 (1 novembre 2006): 1864-86. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2005.11.020>.

Simcoe, Timothy. « Governing the anticommons: Institutional design for standard- setting organizations ». *Innovation Policy and the Economy* 14, n° 1 (juin 2014): 99-128. <https://doi.org/10.1086/674022>.

UNEP. « Aid for Trade Case Story: The East African Organic Products Standard », 2010.

Wezel, Alexander, Barbara Gemmill Herren, Rachel Bezner Kerr, Edmundo Barrios, André Luiz Rodrigues Gonçalves, et Fergus Sinclair. « Agroecological Principles and Elements and Their Implications for Transitioning to Sustainable Food Systems. A Review ». *Agronomy for Sustainable Development* 40, n° 6 (27 octobre 2020): 40.
<https://doi.org/10.1007/s13593-020-00646-z>.

Whaley, Luke, et Edward Weatherhead. « An Integrated Approach to Analyzing (Adaptive) Comanagement Using the “Politicized” IAD Framework ». *Ecology and Society* 19, n° 1 (3 février 2014).
<https://doi.org/10.5751/ES-06177-190110>.